

Bruxelles, le 14.9.2020  
C(2020) 6377 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 14.9.2020**

**relative au financement d'une mesure individuelle en faveur de la République de Côte  
d'Ivoire**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 14.9.2020

### relative au financement d'une mesure individuelle en faveur de la République de Côte d'Ivoire

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323<sup>2</sup>, et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre d'une mesure individuelle en faveur de la République de Côte d'Ivoire, il y a lieu d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046<sup>3</sup>, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE<sup>4</sup>.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la Côte d'Ivoire pour la période 2014-2020<sup>5</sup>, revu à mi-parcours en 2018<sup>6</sup>, qui établit les priorités suivantes: (i)

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

<sup>3</sup> Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

<sup>4</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>5</sup> Décision de la Commission C(2014)3586 du 3.6.2014 relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la Côte d'Ivoire.

<sup>6</sup> Décision de la Commission C(2018) 3723 du 14.6.2018 modifiant les programmes indicatifs nationaux entre l'Union européenne et, respectivement, l'Angola, la République du Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, la République du Cap-Vert, l'Union des Comores, la République de Côte d'Ivoire, la République de Djibouti, la République dominicaine, l'État d'Érythrée, l'Éthiopie, la République gabonaise, la République de Guinée, la République de la Guinée-Bissau, la Jamaïque, le Royaume de Lesotho, la République de Madagascar, la République du Mali, la République islamique de Mauritanie, la République du Mozambique, la République du Niger, la République fédérale du Nigeria, l'État indépendant de Papouasie – Nouvelle Guinée, la République du Congo, la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, les Îles Salomon, la Tanzanie, l'Ouganda, la République de Zambie, et les programmes indicatifs régionaux entre l'Union européenne et, respectivement, l'Afrique orientale et australe et l'océan Indien, le Cariforum, la région du Pacifique, l'Afrique de l'Ouest et la région de l'Afrique centrale pour la période 2014-2020 (réexamen à mi-parcours).

le renforcement de l'État et la consolidation de la paix, (ii) l'agriculture et la sécurité alimentaire et (iii) l'énergie.

- (4) Les objectifs poursuivis par la mesure à financer au titre de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> FED<sup>7</sup> (ci-après l'« accord interne ») consistent à soutenir la réponse à la crise sociale liée à la pandémie du COVID-19 et à ses impacts.
- (5) L'action intitulée «Appui budgétaire pour le soutien au fonds spécial solidarité COVID-19» vise à appuyer la réponse sociale du gouvernement qui inclut la création d'un fonds pour fournir une assistance financière aux personnes rendues vulnérables par les effets du COVID-19.
- (6) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, et de l'article 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (7) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877.
- (8) Les mesures prévues par la présente décision ne relèvent pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient de soumettre les mesures pour avis au comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne dans le délai d'un mois suivant l'adoption de la présente décision.

DÉCIDE:

#### *Article premier*

##### *La mesure*

La décision relative au financement d'une mesure individuelle en faveur de la République de Côte d'Ivoire, telle qu'elle figure en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- «Appui budgétaire pour le soutien au fonds spécial solidarité COVID-19», figurant en annexe.

#### *Article 2*

##### *Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure est fixé à 5 000 000 EUR, à financer par le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

---

<sup>7</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

*Article 3*  
*Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 14.9.2020

*Par la Commission*  
*Koen Doens*  
*Directeur général*  
*Direction générale de la coopération*  
*internationale et du développement*